



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 22/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ**

Parc C - Togny-Aux-Boeufs  
47, Avenue Franklin ROOSEVELT  
77210 Avon

Références : D1i 2025-1228  
Code AIOT : 0100035300

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ implanté Route départementale 54 51240 Togny-aux-Bœufs. L'inspection a été annoncée le 15/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE FRANCAISE DONGES-METZ
- Route départementale 54 51240 Togny-aux-Bœufs
- Code AIOT : 0100035300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SFDM est une société anonyme de droit français créée en avril 1993. Elle emploie environ 140 personnes en France. Son siège social est implanté à Avon (Seine-et-Marne). L'établissement régional de Châlons-en-Champagne est constitué de quatre parcs de stockage d'hydrocarbures dans le département de la Marne. Il s'agit de quatre établissements Seveso seuil haut implantés respectivement pour :

- le parc A, sur les communes de Nuisement-sur-Coole (51) et de Breuvery-sur-Coole (51) ;
- le parc B, sur la commune de Cheniers (51) ;
- le parc C, sur la commune de Togny-aux-Boeufs (51) ;
- le parc D, sur la commune de Faux-Vésigneul (51).

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (3)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Arrêts et mise en sécurité (4)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Autonomie du	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	dispositif de secours électrique et de surveillance (8)	article 7	
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
9	Système détection et extinction incendie	AP Complémentaire du 23/12/2020, article 8.5.8/8.5.9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités concernant la maintenance du groupe électrogène et la protection foudre nécessitent des actions correctives et des justifications de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site possède un groupe électrogène fixe et 3 onduleurs. Certains équipements sont également équipés de batteries.</p> <p>En cas de perte d'électricité, le groupe électrogène prend le relais de tous les équipements, des onduleurs font la jonction (30 minutes) le temps que le groupe démarre.</p> <p>La présence du groupe a été constatée sur le terrain dans un local fermé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les différents équipements (groupe électrogène, onduleur, batterie) font l'objet de maintenances préventives annuelles. Les rapports de maintenance de la partie incendie ont été envoyées avant la visite. L'autonomie des onduleurs de la partie incendie est testée. Les maintenances des autres onduleurs ont été envoyées après la visite et ne présentent pas de non-conformité. Les maintenances du groupe électrogène n'ont pas été envoyées, ni présentées lors de la visite. Elles sont réalisées en interne par le personnel qualifié du service maintenance car le matériel est ancien.</p> <p>Les tests du groupe électrogène sont notés comme réalisé à vide par le prestataire. L'exploitant a modifié ses pratiques en interne depuis octobre 2025, les essais sont maintenant réalisés en charge. Un essai mensuel est réalisé en interne sur le groupe. Les tests en interne sont enregistrés sur une fiche de test et sur un tableau récapitulatif. Une formation du personnel a été réalisée et un mode opératoire a été rédigé.</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a envoyé le 08/12/2025 la fiche de vie du groupe électrogène avec les différentes opérations réalisées en interne (vidanges et vérification des niveaux). Cette fiche de vie ne détaille pas la maintenance électrique du groupe.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra formaliser de façon plus détaillée la maintenance préventive du groupe électrogène réalisée en interne (vérifications mécaniques et électriques)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (3)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026
<b>Constats :</b>  L'exploitant possède une stratégie pour la mise à l'arrêt du site avec différents scénarios si le groupe électrogène ne démarre pas : en exploitation ou hors exploitation. Un document est en cours de finalisation sur le sujet et a été présenté à l'Inspection. De plus, les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) sont testées annuellement et une fiche test est associée à chaque MMR.  Les tests des MMR associés à trois phénomènes dangereux du site C ont été montrés par l'exploitant, ils ont été réalisés le 30/10/2025 et ne présentent pas de remarques.  Une partie du constat est placée en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Arrêts et mise en sécurité (4)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026

**Constats :**

Une procédure a été présentée par l'exploitant sur la mise en sécurité du site selon différents scénarios.

En cas de non démarrage du groupe électrogène, des actions sont à réaliser par les opérateurs pour démarrer manuellement le groupe. En dernier recours, un groupe électrogène mobile situé sur le site A peut venir en support.

En cas de panne des groupes électrogènes, une mise en sécurité complète du site est prévue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (6)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Équipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.

**Constats :**

Tout le réseau de surveillance est sauvé, les alarmes et détections sont maintenues par les onduleurs 30 minutes maximum puis par le groupe électrogène.

Un test a été réalisé sur le groupe électrogène du parc C avec une simulation de coupure d'électricité et un démarrage du groupe électrogène.

Le test a été concluant, les alarmes ont fonctionné, le groupe a démarré.

La supervision permet de voir en temps réel si une perte d'alimentation venait à survenir, elle permet également de voir le basculement sur le groupe, le niveau de carburant du groupe (bas ou haut). Une fenêtre "pop up" apparaît sur la supervision en cas de problème, cette supervision est

vue sur tous les sites et par le dispatch au siège du groupe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (8)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.</p> [...]
<b>Constats :</b>  <p>Le groupe électrogène possède sa réserve intégrée et son autonomie propre. Le groupe du parc C possède un réservoir de 3000 L et 24h d'autonomie minimale.</p> <p>Une réserve de 1000L est disponible sur le site A, les niveaux sont vérifiés mensuellement. Une réserve mobile de 400L permet de ravitailler le site C si nécessaire. Le niveau du réservoir apparaît sur la supervision (bas ou haut).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Installations électriques.  <p>A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [..]</p>



<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques du 19/09/2025 a été envoyé en amont de l'inspection et présente une non-conformité récurrente. Cette non-conformité a bien été enregistrée dans le plan d'action et l'action corrective est prévue pour le 30/06/2026 au plus tard.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21, section III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations contre le risque foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.  Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.  La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.  Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a envoyé en amont de l'inspection la dernière version de l'Analyse du Risque Foudre (ARF) datée du 28/03/2025. Cette analyse montre que pour les effets indirects, une protection de niveau IV est nécessaire sur les lignes externes des bacs de stockage semi enterré. Des protections contre les effets indirects de la foudre sont également requis pour le groupe électrogène, la bâtiment d'exploitation, le poste de garde et la pomperie incendie.  L'exploitant indique que l'Etude Technique Foudre (ETF) a également été mise à jour à la même date mais que les travaux n'ont pas encore été réalisés. L'exploitant indique que les travaux sont prévus pour début 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra se mettre en conformité sur la protection foudre au plus tard un an après la réalisation de l'ETF, c'est à dire d'ici le 30/03/2026.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Système détection et extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/12/2020, article 8.5.8/8.5.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance système
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>8.5.8.  [...] Les réseaux de détection sont régulièrement vérifiés et testés. La maintenance de ces dispositifs et le résultat des vérifications et des tests basés sur la réglementation, les préconisations des fournisseurs et les règles de l'art, sont reportés dans un registre, qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports de maintenance sur le système de détection et extinction incendie ont été envoyés en amont de l'inspection. Ils ne présentent pas de remarques sur le site C.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite